

De quoi vivent les grands reporters ?

La Scam a mené une enquête auprès des journalistes pour mieux appréhender les conditions d'exercice de leur profession. Plus de 3.000 ont répondu et les résultats seront communiqués lors des Assises du journalisme à Metz, le 6 novembre. Voici en avant-première des éléments sur les reporters de guerre qui mettent notamment en lumière la précarité des photographes et des réalisateurs.

Une population masculine et expérimentée

Parmi les 3.400 journalistes ayant répondu à cette enquête, 176 journalistes disent couvrir des conflits armés. Il s'agit d'une population plus masculine et plus âgée que la moyenne des répondants : 73 % sont des hommes (contre 49 % dans l'ensemble de l'enquête) ; 17 % ont moins de 35 ans (contre 28 %) et 45 % ont plus de 50 ans (contre 29 %).

Des professionnels de l'image

Près de deux reporters de guerre sur trois (64 %) ont un lien avec l'image. Une proportion plus de deux fois supérieure à leur représentation dans l'enquête générale (27 %). 53 % sont journalistes TV, 6 % photographes et 5 % réalisateurs

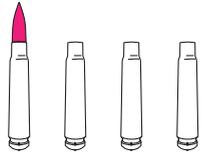
Des revenus très disparates

14 % des reporters de guerre perçoivent moins de 20.000 € nets/an, 38 % entre 20.000 et 40.000 € et 48 % plus de 40.000 € (contre respectivement 32 %, 44 %, 24 % pour l'ensemble de l'enquête).

Seul un tiers d'entre eux a déjà perçu une prime de risque ou une rémunération complémentaire pour couvrir un conflit armé. Il s'agit pour une très large majorité de journalistes TV.

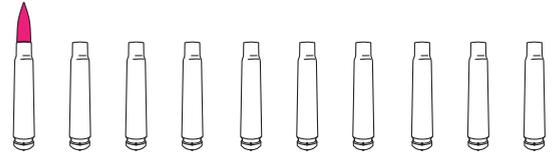
Les revenus des reporters de guerre sont significativement plus élevés que l'ensemble des journalistes ayant répondu à l'enquête mais sont aussi plus contrastés. Tout se passe comme si le fait de couvrir des conflits armés se traduisait par une rémunération supérieure pour tous, sauf pour les photographes et les réalisateurs.

Parmi les reporters de guerre, un photographe sur deux et un réalisateur sur trois perçoivent des revenus inférieurs ou équivalents au Smic (13.000 € nets/an), soit une proportion bien supérieure à celle des reporters de guerre en général (10 %), et à celle de l'ensemble des répondants (12 %).



Un reporter de guerre sur quatre n'est pas assuré

25 % des journalistes couvrant des conflits armés ne sont pas assurés. Cette proportion est encore plus élevée chez les photographes (50 %) et les réalisateurs (44 %). Cela signifie que de nombreux journalistes partent sur des zones de conflit par leurs propres moyens, sans contrat de travail.

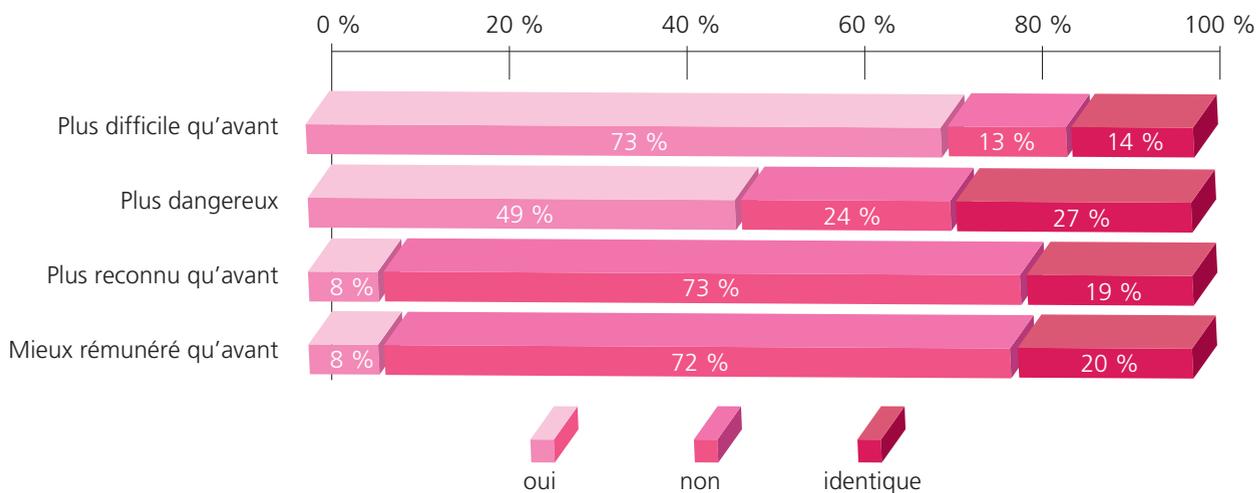


Un reporter de guerre sur dix n'a pas de carte de presse

90 % des journalistes ayant déjà couvert un conflit armé ont une carte de presse. Les disparités sont toutefois immenses entre les journalistes radio (100 %) ou TV (97 %) d'une part et les photographes (60 %) et les réalisateurs (43 %) d'autre part.

Un métier plus difficile et plus dangereux

73 % des journalistes couvrant les conflits armés trouvent leur métier significativement plus difficile et 49 % plus dangereux. De façon moins nette, ils le jugent aussi moins reconnu et moins rémunéré.



Au-delà des chiffres de cette enquête, les grands reporters et correspondants de guerre ont fait part des sujets qui les préoccupent ; ils pointent plusieurs dérives au premier rang desquelles « la nécessité d'aller toujours plus vite » et « la lowcostisation de la production », mais sont aussi cités, « le manque de déontologie », « l'uniformisation de l'information », « le faible niveau de rémunération », « l'absence de prise en compte des frais » notamment pour les photographes, et « le recours accru à l'auto-financement ».